

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le **- 5 JUIL. 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FRUEHAUF SAS**

24 à 28 avenue Jean Mermoz  
89000 AUXERRE

Références : **2 2 0 5 0 0**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement FRUEHAUF SAS implanté 24 à 28 avenue Jean Mermoz 89000 AUXERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, fait suite également aux précédentes inspections et aux non-conformités qui avaient été relevées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRUEHAUF SAS
- 24 à 28 avenue Jean Mermoz 89000 AUXERRE
- Code AIOT dans GUN : 0005401465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Oui

La société FRUEHAUF exerce une activité de fabrication de semi-remorques sur le territoire de la commune d'AUXERRE.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie
- Risques chronique : Eau/Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Équipements de prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 11.4	/	Lettre de suite préfectorale
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 31.1	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 33.5 a)	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôles	Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 34	/	Lettre de suite préfectorale
Enregistrement des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 28	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des solvants	AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 1	/	Sans objet
Solvants rejetés	AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'IIC a constaté que l'exploitant respecte l'arrêté de mise en demeure du 04/03/2020.

Par ailleurs, de nouvelles non-conformités ont été relevées, l'exploitant doit rapidement fournir les justificatifs demandés.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m <sup>3</sup> pour le séchage et de 75 mg/m <sup>3</sup> pour l'application. Pour le revêtement sur textile, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission exprimée en carbone total est de 150 mg/m <sup>3</sup> ; cette valeur s'applique à l'ensemble des opérations application de séchage. Toutefois, elle ne s'applique pas en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. L'impression sérigraphique en rotative sur textiles et cartons est soumise aux dispositions du 19° ci-dessus.
<b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, l'exploitant présente le Plan de Gestion de Solvant (PGS) de l'année 2021.  Les quantités de solvants utilisées sont de 137 047 kilogrammes.  Le flux annuel des émissions diffuses de Composés Organiques Volatiles (COV) non méthanique pour l'année 2021 ne dépasse pas 20% de la quantité de solvants utilisée (9,17 %).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Solvants rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Quantité de solvants émis
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité de solvants émis à l'atmosphère par véhicule fabriqué doit être inférieure à 25 kg.
<b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, l'exploitant présente le Plan de Gestion de Solvant (PGS) de l'année 2021.  La quantité d'émissions canalisées est de 63 633 kilogrammes.  La quantité de véhicules produite est de 3 761 unités.  La quantité de solvant émis à l'atmosphère par véhicule fabriqué en 2021 est donc inférieure à 25 kilogrammes en moyenne (16,92 kilogrammes par véhicule).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, l'exploitant présente le PGS pour l'année 2019, 2020 et 2021.  L'analyse des différents plans met en exergue une différence notable ( $\simeq$ 4 tonnes) sur les boues de peinture dans les diluants à régénérer, malgré une quantité de véhicules produite pratiquement équivalente. La quantité de déchets générée : <ul style="list-style-type: none"><li>- en 2020 = 0 tonne ;</li><li>- en 2019 = 4,73 tonnes ;</li><li>- en 2018 = 4,73 tonnes.</li></ul> L'exploitant doit expliquer et justifier ladite différence.  Concernant le PGS de 2020, en page 4, il est mentionné « premier semestre » ; pourtant les consommations semblent être les consommations annuelles. L'exploitant doit justifier cette mention et le cas échéant corriger le plan.  De plus, concernant les quantités de solvants rejetées par véhicule sont en fortes diminution : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2019 (4 288 véhicules) = 14,5 kg de solvant rejetés par véhicule ;</li><li>- 2020 (3 202 véhicules) = 9,82 kg de solvant rejetés par véhicule.</li></ul> L'exploitant a présenté un plan d'action en justifiant la réalisation des différents projets (changement de fournisseur, mise en place d'une installation automatique pour maîtriser les temps de rinçage des "circulations peintures"...).
Le pourcentage des émissions diffuses est également en baisse 23,57 % en 2018, 13,05 % en 2020 et 9,17 % en 2021. L'exploitant doit expliquer lesdites différences et justifier des actions entreprises pour arriver à ces résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Capacité de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et du sol est associé à une capacité de rétention réalisée conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 précité.  - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  50 % de la capacité des réservoirs associés.  [...]  Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés), doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
<b>Constats :</b> Constats de 2020 de l'inspection des installations classées : dans le local de maintenance, des produits liquides ne sont pas disposés sur des rétentions adaptées. Dans le magasin de peinture, l'exploitant a indiqué que la rétention n'est pas adaptée mais qu'un projet de remise en conformité est en cours.  Lors de la présente inspection, l'inspection des installations classées constate la présence d'une rétention au niveau du magasin de peinture. L'exploitant présente un plan d'installation d'une rétention de 35 m <sup>3</sup> , une facture (n° 90071297) et un bon de commande (n° 847959).  La non-conformité est soldée.  Lors de la présente inspection, de nombreux fûts et IBC de récupération de boue de peinture sont soumis aux eaux météoriques, ne sont pas sur un sol étanche et ne sont pas entreposés sur des bacs de rétention.  24 heures après l'inspection, l'exploitant a justifié de la mise en sécurité (partielle) des produits. La non-conformité majeure a été reclassée. Cependant, un retour sur les actions correctives conduites et envisagées à long terme sur le sujet est attendu.  De plus, au niveau de la zone de stockage peinture, un important déversement de peinture sur l'enrobé est constaté. La pollution, sans conséquence apparente, a été rapidement traitée. L'exploitant doit justifier des actions entreprises suite à cet accident et fournir le registre de suivi des accidents/pollutions de son site.  Enfin, les petites bennes dédiées aux boues de peinture ne sont pas protégées des eaux météoriques. L'exploitant doit rapidement remédier à cette situation et justifier les actions entreprises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



### Nom du point de contrôle : Enregistrement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, articles 26 et 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets et bordereaux de suivi de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit satisfaire les dispositions figurant dans le tableau de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 23/08/1996.  Les documents au titre de l'élimination des déchets sont :  le registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets [...], les bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances, le registre de contrôle de l'état des stocks des déchets [...], les analyses et test de caractérisation des déchets spéciaux.  <b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, le bordereau de suivi des déchets (BSD) lié à l'évacuation des boues de peinture (n° 12400) n'est pas correctement renseigné (absence de quantité). 24 heures après l'inspection, l'exploitant a envoyé le BSD corrigé. La non-conformité a été reclassée en conformité.  De plus, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre de suivi des déchets. L'exploitant doit fournir ledit registre.  Enfin, le tri n'est pas correctement effectué. De nombreuses matières valorisables (plastiques, emballages cartonnés) sont présentes dans les bennes de déchets dangereux ou DIB destinées à l'élimination. Ces matières doivent être valorisées, conformément aux articles D543-278 et suivants du code de l'environnement. Globalement, les bennes de tri et les zones déchets ne sont pas bien tenues, de nombreux mélanges de déchets sont constatés. Un gros effort d'identification, de signalisation et d'étiquetage est à entreprendre.  Un retour sur les actions conduites et envisagées sur le sujet est rapidement attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### Nom du point de contrôle : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 31.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14-100 et NFC 15-100.  <b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de vérification des installations électriques.  24 heures après l'inspection, l'exploitant a envoyé le Q18 réalisé par la société Bureau Véritas en date du 19/08/2021.  De nombreuses non-conformités sont relevées (dont certaines récurrentes depuis plusieurs années). Les non-conformités avec un risque d'incendie et d'explosion devront être traitées en priorité.  L'exploitant doit fournir un plan d'action avec un échéancier précis et détaillé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 33.5 a)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens matériels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté au moins :  de quatre poteaux d'incendie armés normalisés, d'un réseau RIA dans les bâtiments CC1 et Y, d'une installation d'extinction automatique au halon qui protège la salle informatique, d'extincteurs appropriés aux feux à combattre et judicieusement répartis.  L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
<b>Constats :</b> Constats de l'inspection des installations classées de 2020 : absences d'extincteurs, extincteurs non fonctionnels ou inaccessibles.  Lors de la présente inspection, l'exploitant présente les rapports de vérification de la société EUROFEU en date du 17/02/22 concernant les extincteurs, les RIA et les dispositifs de désenfumage. Un certain nombre de non-conformités subsiste. L'exploitant indique avoir connaissance desdites non-conformités et présente un plan d'action échelonné jusqu'au mois de janvier 2023.  L'exploitant doit fournir le plan d'action et finaliser la remise en conformité des moyens matériels de défense incendie. Un retour sur les actions est attendu pour début 2023.  Le site est équipé de quatre poteaux incendie. Selon les données du SDIS (REMOCRA), les poteaux présents sur site délivraient le 24/01/2017 un débit moyen de 60 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



**Nom du point de contrôle :** Contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/1996, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle par un organisme indépendant de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.  Les extincteurs sont vérifiés annuellement par un organisme compétent. [...] L'installation d'extinction automatique est contrôlée annuellement par un organisme indépendant.
<b>Constats :</b> Lors de la présente inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir le dernier contrôle réalisé.  24 heures après l'inspection, l'exploitant a fourni le contrôle de la société Aquanalyse Laboratoire en date du 10/08/2021.  L'analyse des résultats met en évidence une non-conformité au niveau de la concentration en fluorures des eaux de rejets.  Valeur limite d'émission en concentration autorisée : 15 mg/l  Résultat du prélèvement : 25,5 mg/l  L'exploitant doit identifier la cause racine, justifier et analyser le dépassement en fluorure. Un retour sur les actions conduites et envisagées sur le sujet est rapidement attendu. L'exploitant doit également procéder à un nouveau contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

